

# Métiers financiers

## Des profils pointus trop rares

Les métiers financiers se professionnalisent et se spécialisent. Les candidats manquent, car les jeunes diplômés concernés se tournent peu vers la fonction publique.

«**N**ous avons globalement du mal à recruter, et ce, quel que soit le niveau de la collectivité. Alors qu'un poste de chargé de mission juridique attire sans problème 40 à 60 candidats, un poste équivalent au sein de la direction financière suscitera peut-être 5 candidatures. Si l'on en reçoit 20, c'est déjà un énorme succès», déplore Benoît Rochas, directeur général délégué «gestion publique et finances» de la région Centre (2,55 millions d'hab.), à l'instar de nombre de ses collègues.

Force est de constater que si les études juridiques mènent assez classiquement les jeunes diplômés à passer des concours administratifs, ce débouché n'est pas si naturel pour les matières financières. «Les profils les plus adaptés à nos métiers sont certainement les jeunes diplômés d'école de commerce, mais ceux-là ne postulent pas ou très peu», constate Bruno Daller, directeur financier de la ville et de la communauté d'agglomération de Reims (16 communes, 220 000 hab., Marne).

### Compétences venues d'ailleurs

Les métiers des directions financières évoluent vers une technicité plus marquée. «Ces directions s'entourent de spécialistes. Avec les démarches de certification des comptes, de notation et les montages juridico-financiers complexes, l'avenir est à ceux qui maîtrisent la comptabilité privée et l'ingénierie financière, note François-Xavier Koempgen, ancien directeur financier d'une collectivité territoriale. Les directions financières ont donc besoin de compétences venues du secteur privé pour faire le lien entre comptabilités publique et privée, et ap-

### Les professionnels issus du privé sont prisés

Une ancienne consultante devenue chef du service du contrôle de gestion au conseil général du Val-d'Oise, un cadre issu d'un grand groupe de distribution et l'autre d'un établissement bancaire recrutés à des fonctions de contrôle de gestion à la ville de Reims et à sa communauté d'agglomération... Les profils issus du secteur privé ont la cote. De fait, la proportion de contractuels évolue: de 14,5 à 22%, par exemple, au conseil général du Val-d'Oise ces cinq dernières années.

porter des expériences et des concepts plus proches de la réalité financière.» L'ingénierie financière tend ainsi à se développer dans les grandes structures. «Il s'agit d'accompagner les projets d'investissement, que ce soit par rapport au montage financier, à la prévision du coût de fonctionnement des projets ou au montage des formules de révision des prix du marché», explique Etienne Demerlé, directeur financier de la communauté d'agglomération de la Rochelle (18 communes, 147 000 hab., Charente-Maritime).

Dans une autre communauté d'agglomération du Sud de la France, un ingénieur financier avait même été recruté à l'époque foisonnante des produits dérivés pour tâcher d'en comprendre la complexité, et ce, bien que la collectivité n'ait pas souscrit à des emprunts adossés à ce type de produits. Les spécialistes de la trésorerie ou encore de la fiscalité publique sont également appréciés: faute de jouer sur leur taux de fiscalité, les collectivités travaillent en effet sur leurs bases fiscales. Côté budgétaire, les capacités de prospective sont très prisées.

### Déconcentration de la fonction

Présent depuis longtemps dans les collectivités territoriales, le contrôle de gestion continue également à se renforcer. Le conseil régional d'Aquitaine travaille par exemple depuis quelques mois à la mise en place d'une inspection générale des services en s'appuyant sur des correspondants «contrôle de gestion» dans les directions. Il voudrait en outre créer un poste de contrôleur de gestion au sein de la direction financière. Dans cette discipline, compétences généralistes, expérience dans le conseil, mais également connaissance fine des mé-

**86,3%**

des membres de service financier sollicités pour améliorer les comptes de leur collectivité ont pris des mesures relevant du domaine financier, 58,8% du contrôle de gestion et 26,6% de l'évaluation.

Source: Afigese, étude réalisée auprès des participants aux assises de l'association en septembre 2012.

tiers des collectivités sont appréciées. «La fonction financière ne relève plus exclusivement de sa direction propre, mais est partagée dans les services. Cette déconcentration implique que les services financiers ne sont plus seulement dans le contrôle, mais aussi dans l'accompagnement pour aider les autres directions à trouver des marges de manœuvre», souligne Françoise Clech del Tedesco, directrice administrative et financière du service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne.

Cette évolution des missions se ressent également dans des tâches classiques d'exécution, dont la dimension purement comptable marque le pas. «Il s'agit désormais davantage d'effectuer un travail d'analyse qualitative, afin de faire remonter les erreurs les plus fréquentes et proposer un suivi pédagogique auprès des différentes directions», observe Joséphine Roig-Laurent, directrice des finances et des marchés au conseil général du Val-de-Marne (1,33 million d'hab.). C'est ainsi que les compétences évoluent, les agents de catégorie C étant moins recherchés au profit des agents B et A.

Gaëlle Ginibrière